

ENTENTE

INTERVENUE ENTRE

CENTRE INTÉGRÉ DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DES LAURENTIDES
(ci-après appelé « l'Employeur »)

ET

SYNDICAT DES TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS DES LAURENTIDES
EN SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX – CSN
AM-2001-7595 (catégorie 3 - personnel de bureau, des techniciens et des professionnels de l'administration)
(ci-après appelé « le Syndicat »)

ci-après désignés collectivement « les Parties »

OBJET : Horaire 7/7 - Période estivale

PRÉAMBULE

CONSIDÉRANT le fait que l'Employeur et le Syndicat sont assujettis aux dispositions nationales de la convention collective liant le Comité patronal de négociation du secteur de la santé et des services sociaux et la Fédération de la santé et des services sociaux (FSSS-CSN) en vigueur du 10 juillet 2016 au 31 mars 2020, ainsi qu'aux dispositions locales de la convention collective liant le Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides et le Syndicat des travailleuses et travailleurs des Laurentides en santé et services sociaux – CSN en vigueur à compter du 6 janvier 2019 (ci-après la convention collective);

CONSIDÉRANT la Loi sur le régime de négociation dans le secteur public et parapublic (L.R.Q, c. R 8.2);

CONSIDÉRANT la matière 11 des dispositions locales relativement aux congés annuels applicables à la catégorie 2;

CONSIDÉRANT la volonté des Parties de favoriser l'octroi des congés annuels à l'intérieur de la période estivale;

CONSIDÉRANT la volonté des Parties d'assurer une continuité de soins et de services, notamment les fins de semaine et de limiter le recours à la main-d'œuvre indépendante et au temps supplémentaire.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

- 1. Préambule**
Le préambule fait partie intégrante de la présente entente et procède à son interprétation.

<i>Initiales Partie patronale</i>	<i>Initiales Partie syndicale</i>
PD SMP	NG ML MC

2. Modalités

2.1. Dispositions de la convention collective

Les dispositions nationales et locales des différentes conventions collectives trouvent application dans la mesure où elles ne sont pas autrement modifiées par la présente entente.

2.2. Définition

L'horaire 7/7 se définit comme étant une période de sept (7) jours consécutifs de travail suivie de sept (7) jours consécutifs de congé (congés hebdomadaires, congés annuels et/ou congés fériés, le cas échéant) en période de congé annuel.

2.3. Champ d'application

L'horaire 7/7 s'adresse à toutes les personnes salariées titulaires d'un poste, ou détenant une affectation couvrant la période du 7/7, voulant travailler une fin de semaine sur 2 pendant la période estivale et ayant cumulé un nombre suffisant de jours de congés annuels ou fériés pour couvrir la période d'horaire 7/7 souhaitée.

La personne salariée détenant un poste ou une affectation de moins de sept (7) jours par quatorze (14) jours ou moins de quatorze (14) jours par quatre (4) semaines, selon le cas, s'engage à travailler le nombre de jours nécessaires pour effectuer une prestation de sept (7) jours par quatorze (14) jours. Il est entendu que pour les journées additionnelles à son poste, la personne salariée est affectée prioritairement aux autres personnes salariées de la liste de rappel.

En cas de surplus de personnel, en cas de déplacement, celui-ci s'effectue par ordre inverse d'ancienneté vers un autre service pour lequel la personne salariée a été orientée en priorisant le service de l'installation où elle détient son affectation ou son poste.

2.4. Périodes et durées

La personne salariée peut se prévaloir de l'horaire 7/7 pour une durée de huit (8), dix (10) ou douze (12) semaines. Le début de l'horaire 7/7 doit coïncider avec le début d'une période de paie, selon les dates indiquées au formulaire d'expression d'intérêt.

L'horaire 7/7 est applicable, selon la durée souhaitée, à l'une de ces périodes et requiert le nombre de congés cumulés suivants :

Durée	Nombre de congés cumulés (annuels ou fériés)
8 semaines	12 jours
10 semaines	15 jours
12 semaines	18 jours

La personne salariée peut utiliser un (1), deux (2) ou trois (3) jours de congés fériés, soit la fête nationale (F13), la Confédération (F01) ou la fête du Travail (F02) selon le cas.

2.5. Demande d'horaire 7/7

La personne salariée qui désire participer à l'horaire 7/7 durant la période de congé annuel doit compléter le formulaire prévu à cette fin en indiquant la durée et la période souhaitée, par ordre de préférence, selon son cycle de fin de semaine et son quart de travail. La demande doit être transmise à l'Employeur avant la date limite qu'il aura fixée.

2.6. Autorisation de l'horaire 7/7

L'Employeur autorise les demandes d'horaire 7/7 par ordre d'ancienneté en tenant compte, si possible, des préférences exprimées par les personnes salariées. L'Employeur peut refuser une demande d'horaire 7/7 en fonction des besoins organisationnels, notamment la couverture de toutes les fins de semaine. Les motifs du refus sont expliqués sur le formulaire.

2.7. Congé annuel

La personne salariée pour laquelle un horaire 7/7 est autorisé est considérée comme ayant appliqué son premier choix pour le programme de congé annuel de la période normale, lequel ne peut être modifié ou annulé. Le congé annuel qu'elle s'était, le cas échéant, vue accorder dans le cadre du processus d'octroi de congé annuel régulier, comprenant au moins trois (3) semaines consécutives entre le dernier dimanche de juin et le dernier samedi d'août, est réattribué selon les règles prévues aux dispositions locales. Il est entendu que dans ce cas, une seule réattribution n'est possible par période de congé annuel délaissée.

2.8. Mutation volontaire

L'horaire 7/7 de la personne salariée mutée sur un poste d'un autre quart de travail ou d'un autre service est annulé ou cessé, selon le cas. Dans ce cas, une autre date de congé annuel est déterminée par l'Employeur en fonction des semaines disponibles et en tenant compte, si possible, de la préférence de la personne salariée.

2.9. Report de congé annuel

Une personne salariée incapable de prendre ses journées de congé annuel telles qu'établies pour raison de maladie, accident, lésion professionnelle, retrait préventif de la salariée enceinte ou qui allaite, qui survient au cours de cette période, peut reporter son congé annuel à une date ultérieure. Cependant, si cette absence survient au cours de la séquence de sept (7) jours de congé, cette dernière doit maintenir, selon le cas, 1, 2 ou 3 journées de congé annuel telles que cédulées.

Toutefois, elle doit aviser son supérieur immédiat avant la date fixée de la séquence de journées de congé annuel inscrites à l'horaire, à moins d'impossibilité de le faire résultant de son incapacité physique, auquel cas, la séquence de journées de congé annuel est reportée automatiquement. Dans ce dernier cas, la personne salariée doit faire la preuve de son impossibilité résultant de son incapacité physique dès que possible.

Une personne salariée bénéficiant d'une période de réadaptation ou d'assignation temporaire pourrait se voir interrompre ou annuler l'horaire 7/7 si les modalités de l'horaire sont incompatibles avec le plan de retour au travail, auquel cas, la séquence de journées de congé annuel est reportée automatiquement.

Dans tous les cas, l'Employeur détermine les nouvelles dates de congé annuel au retour de la personne salariée, mais en tenant compte de la préférence exprimée par celle-ci. Toutefois, le report doit se faire dans la période de congé annuel alors en cours; si cela est impossible, le report peut être fait au cours de l'année suivante (1^{er} mai au 30 avril).

2.10. Congé de nuit

La personne salariée à temps complet de nuit qui bénéficie de l'horaire 7/7 ne pourra bénéficier du congé de nuit pour la période visée, et recevra la prime de nuit correspondante.

2.11. Temps supplémentaire

Aux fins de qualification au temps supplémentaire, la semaine régulière de travail est celle prévue à l'horaire 7/7.

3. Litige

En cas de litige, les Parties se rencontrent promptement pour trouver des solutions satisfaisantes.

Cette entente remplace toutes les autres ententes de même nature.

4. Cas d'espèce

La présente entente se veut un cas d'espèce et ne peut être invoquée ultérieurement par l'une ou l'autre des Parties autrement qu'en application de celle-ci.

<i>Initiales Partie patronale</i>	<i>Initiales Partie syndicale</i>
PD SMP	NG ML VJ MC

5. Durée

L'entente est valide à compter de la période estivale 2021. L'une ou l'autre des Parties peut y mettre fin sous réserve d'un préavis écrit à l'autre Partie au plus tard le 1^{er} février de chaque année, effectif à compter de la période estivale suivante.

6. Signatures

Un exemplaire des présentes dûment signé, que les signatures apparaissent sur la même page ou des pages différentes, et échangé par télécopieur ou par courriel dans un format lisible, notamment un fichier d'image étiqueté (TIFF) ou un fichier de document portable (PDF), vaudra comme un original.

EN FOI DE QUOI, les Parties ont signé :

**SYNDICAT DES TRAVAILLEUSES ET
TRAVAILLEURS DES LAURENTIDES
EN SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX - CSN**

(catégorie 3 – personnel de bureau, des techniciens et des professionnels de l'administration)

**CENTRE INTÉGRÉ DE SANTÉ ET DE
SERVICES SOCIAUX DES
LAURENTIDES**

À : St-Jérôme

Date : 10 décembre 2020



Nancy Gauthier
Vice-Présidente aux griefs

À : St-Jérôme

Date : 20 décembre 2020



Sylvain-Michel Paradis
Adjoint au directeur des ressources humaines, des communications et des affaires juridiques et chef des relations de travail, intérimaire

À : Mont-Laurier

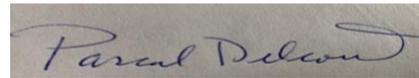
Date : 10 décembre 2020



Mathieu Lavigne
Coordonnateur secteur Nord

À : St-Jérôme

Date : 18 décembre 2020



Pascal Delcourt
Coordonnateur des Activités de remplacement, du service Accueil, intégration, rétention et Projets spéciaux

À : Saint-Colomban

Date : 14 décembre 2020



Stéphane Chrétien
Coordonnateur secteur Centre

À : St-Eustache

Date : 12 décembre 2020



Véronique Jean
Coordonnatrice secteur Sud